

CORDELLIER, Serge (dir.). *Nations et nationalismes*. Paris, La Découverte, Coll. : « Dossiers de l'État du monde », 1995, 185 p.

Martin Paquet

Volume 27, numéro 4, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703670ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703670ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paquet, M. (1996). Compte rendu de [CORDELLIER, Serge (dir.). *Nations et nationalismes*. Paris, La Découverte, Coll. : « Dossiers de l'État du monde », 1995, 185 p.]. *Études internationales*, 27(4), 892–895.  
<https://doi.org/10.7202/703670ar>

## 2. COMPTES RENDUS

### THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

#### Nations et nationalismes.

CORDELLIER, Serge (dir.). Paris, La Découverte, Coll. : « Dossiers de l'État du monde », 1995, 185 p.

S'il est bien un sujet contre lequel nombre de Voltaire de basse-cour poussent le cri d'« Écrasez l'in-fâme ! », c'est bien celui de la nation et du nationalisme. Question contemporaine et fort délicate s'il en est. Trop souvent, sous l'apparence des jugements de fait et des modèles théoriques, émis sur un ton péremptoirement définitif, l'objectivisme et le positivisme de façade réifient des concepts abstraits et maquillent les jugements de valeur et les *a priori* idéologiques. Ce faisant, la diabolisation de l'idée nationale, perçue ici comme la cause et non comme le costume de toutes les intolérances, abandonne cette dernière aux mains peu scrupuleuses des extrêmes. Obnubilés dans leurs anathèmes de la « fausse conscience » nationaliste, les zéloteurs de toute farine auraient profit à relire les propos de Lénine, expert et praticien en matière d'idéologie. Puisqu'elle est un système d'idées employé par des protagonistes en lutte les uns contre les autres, il importe peu que cette dernière, nationale ou autre, soit vraie ou fausse. Elle est surtout *utile*, et son utilité ne dépend pas nécessairement de sa vérité (Raymond Boudon, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, p. 30). Aussi, sans une approche impartiale du phénomène national dans sa pluralité et son polymorphisme,

l'étude de sa nature, de son historicité, de son fonctionnement et de son efficacité s'en trouve forcément biaisée.

Après s'être penché sur la Bosnie, le Maghreb, l'islamisme, la fin du Tiers-Monde et le nouvel ordre mondial, le recueil consacré à ce sujet par les *Dossiers de l'État du Monde* est donc le bienvenu. Réfutant leur connotation exclusivement négative, *Nations et nationalismes* se propose de « penser librement ces questions, de les replacer dans leurs contextes, dans l'histoire des idées et dans celles des constructions politiques » (pp. 13-14). À cet égard, l'objectif des auteurs réunis par Serge Cordellier rejoint celui d'un autre recueil en français, soit les *Théories du nationalisme*, publié sous la direction de Gil Delannoi et de Pierre-André Taguieff (1991).

Tâche somme toute difficile, que les auteurs tentent de réaliser en recourant au droit, à l'histoire, la géographie, la philosophie, la science politique, la sociologie et l'anthropologie. Le renvoi à cette dernière discipline s'avère heureux, puisque l'étude de la nation et de son idéologie, au cours des années 1970-1990, a connu des développements fructueux, grâce aux travaux des Clifford Geertz mais surtout des Jean-Loup Amselle (*Logiques métisses*, 1990) et Benedict Anderson (*Imagined Communities*, 1983). D'ailleurs Amselle signe un texte lumineux sur les catégorisations identitaires en Afrique, catégories imposées à des groupes labiles au cours de la colonisation européenne. Si dire c'est faire, les dénominations ethniques dans les écrits des missionnaires, explorateurs et ethnologues deviennent dès lors « de véritables concepts performatifs, c'est-à-dire

capables d'engendrer par eux-mêmes les groupes qu'ils désignent » (p. 87).

D'emblée, *Nations et nationalismes* aborde les aspects théoriques de la question. Catherine Wihtol de Wenden et Jean Leca offrent des présentations limpides des rapports entre nationalité et citoyenneté. Dans son analyse de la catalyse idéologique émergeant du nationalisme, Gil Delannoi souligne son caractère « potentiellement porteur d'universalisme aussi bien que de particularisme » (p. 42) et sa dimension eschatologique (pp. 44-46). À l'image du débat sur la question, la partie théorique donne aussi libre cours à la critique, critique parfois inégale, souvent acérée. Leca souligne d'ailleurs les faiblesses d'étiquetage de Leah Greenfeld (*Nationalism. Five Roads to Modernity*, 1992) qui colle un principe d'ordre à une société donnée, « alors que les sociétés modernes ne sont pas des univers cohérents et homogènes, mais des ensembles de principes et de traditions potentiellement contradictoires, produits et travaillés par des tendances macro-historiques massives » (p. 22). Christophe Jaffrelot sabre à grands coups sur les limites conceptuelles des théoriciens de la nation, entre autres les Walker Connor et Elie Kedourie dont on n'insistera jamais assez sur l'inadéquation historique ainsi que sur leur simplisme dogmatique, généralisé et érigé en chapelle pour catéchumènes en mal de frissons (pp. 74-76).

Présenté dans quelques études de cas, le recueil s'intéresse ensuite aux configurations et représentations de la nation et du nationalisme. La perspective se veut assez large, couvrant plusieurs cas d'espèces tels que

les nationalismes latino-américains (Hubert Gourdon), l'identité nationale sud-africaine (Alfred Bosch), les rapports avec le territoire en Transcaucasie (Charles Urjewicz), etc. Mohammed Harbi analyse ici de façon succincte et remarquable le « mythe national arabe », dans la volonté de membres de l'intelligentsia de relever le particularisme arabe vis-à-vis de l'Occident. Enfin, l'ouvrage présente une série de documents, dont des textes d'Hannah Arendt, Élise Marienstras et Jean-Yves Guimar.

La difficulté de penser la nation à travers l'histoire, et en particulier son apparition, est évidente dans nombre de textes. L'erreur la plus fréquente est de confondre l'émergence d'une identité *politique* avec une identité *nationale* ou *ethnique*, ces dernières nouées par des symboles et des représentations collectives aux sens fort différents modelés par les catégorisations de la Modernité occidentale. Les historiens n'y échappent pas nécessairement (voir Colette Beaune, *Naissance de la Nation France*, 1985), mais les spécialistes des sciences sociales pèchent souvent par manque de contextualisation temporelle et par carence de rigueur conceptuelle. C'est le cas entre autres d'Yves Santamaria (pp. 28-29), Joseph Krulic (p. 110), Richard Dubreuil (pp. 137-139) mais surtout Yves Lacoste. Le géographe livre ici l'un de ses textes les plus décevants, désirant en découdre avec Dominique Schnapper sur le lien qu'elle fait entre la démocratie et la nation (*La communauté des citoyens*, 1994) et avec Bertrand Badie sur la conception occidentale de la nation plaquée de façon artificielle sur les traditions politiques autochtones

(*L'État importé*, 1992). Si prompt à dénoncer chez Paul Vidal de la Blache la construction idéologique et politique des régions géographiques (dans *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, 1976), Lacoste sombre dans les mêmes travers en identifiant la nation là où il n'y en a pas, voire avant même que le terme existe (!) (pp. 62-63). Malgré quelques points communs avec l'expérience occidentale, le Japon féodal ou le Royaume du Viet-Nam ont leurs propres catégorisations identitaires, issues de leur organisation et leur division du social qui sont foncièrement distinctes de la réalité européenne. Les assimiler aux manifestations d'identité nationale, comme l'affirme le géographe, relève d'un ethnocentrisme évolutionniste, d'un type similaire à celui que Pierre Clastres dénonçait dans *La société contre l'État* (1974). Pis encore, si les contours du statut d'étranger et du territoire peuvent être conçus par l'intelligentsia nationaliste (pp. 63-64), il n'en demeure pas moins que c'est l'organisation politique – le Royaume, la Principauté, la Cité, la Tribu, l'Empire et aujourd'hui l'État – et ses agents qui les déterminent, les administrent, les imposent. De la part d'un Lacoste, il était permis de s'attendre à mieux.

*Nations et nationalismes* souffre aussi du même défaut, à un degré moindre toutefois, que le recueil *Nationalism* sous la direction de John Hutchinson et d'Anthony D. Smith (1994). En effet, il ne laisse guère de place aux études écrites dans une langue autre que le français et l'anglais. Plongeant à des profondeurs inégales de nombrilisme linguistique dans Hutchinson et Smith – à les lire, sauf

exceptions rarissimes, seuls les professeurs de l'*Ivy League* et des universités britanniques, brillants esprits, détiennent les lumières suffisantes pour se pencher sur ce problème –, cette lacune prive le lecteur d'une perspective pleinement pluraliste. De plus, tout en observant de l'extérieur l'imaginaire politique, elle plaque des catégorisations souvent inadéquates, sinon carrément ethnocentristes, de la nation. À cet escient, l'exemple de l'Allemagne est fort révélateur. En autant qu'ils soient traduits, il est de bon ton de puiser à Herder, Fichte et autre théoriciens de la *Kultur* jusqu'à la catastrophe du national-socialisme. Toutefois, malgré la contamination monstrueuse du nazisme, les intellectuels germanophones n'ont pas jeté aux orties en 1945 une représentation politique collective qui fut longtemps au centre de leur réflexion. D'ailleurs, l'immigration des années 1980, l'*Historikerstreit* et la réunification allemande ont revivifié les débats sur les questions civique et nationale, donnant naissance à des contributions intéressantes telles que le patriotisme constitutionnel d'un Jürgen Habermas ou d'un Gunther Grass. Hélas, il faudra encore attendre leurs traductions ou se mettre à l'apprentissage de la langue de Goethe.

Dans la conquête de l'espace politique, le poids des mots est lourd, mais il demeure que ce ne sont que des mots. La tangibilité des catégories nationales et des idéologies qui les soutiennent est effective si, et seulement si, elles sont mues par des acteurs, et qu'elles engendrent une action. À ceux qui glosent sur les dérives de la chouette de Minerve virevoltant

dans leur grenier au crépuscule, il serait bon de méditer le mot d'Alain, concluant chacun de ses cours de philosophie : « *Et n'oubliez jamais ceci, le concept de chien ne mord pas* ». La nation et le nationalisme non plus. Peut-être les nationalistes.

Martin PAQUET

Collège universitaire Glendon  
Université York, Toronto

**Closure in International Politics.  
The Impact of Strategy, Blocs,  
and Empire.**

KROLL, John A. Boulder, Westview Press, Coll. « *The Political Economy of Global Interdependence* », 1995, 289 p.

D'un point de vue historique, l'actualité des relations économiques internationales semble continuellement osciller entre deux horizons en apparence antinomiques : celui d'un système commercial marqué par l'interdépendance et par le libre-échange et celui d'un système commercial marqué au contraire par le protectionnisme et par l'autarcie. Au cœur de cette antinomie, une problématique analytique (l'anarchie) et un objet substantif (la coopération) qui tous deux sont au cœur des débats ayant animé l'activité théorique en économie politique internationale depuis plus de 15 ans. C'est dans cette perspective que s'inscrit cet ouvrage de John A. Kroll dont l'objectif consiste à développer, alors même que la période actuelle (apparente crise du multilatéralisme, montée du régionalisme, résurgence du protectionnisme ...) semble encore une fois nous placer devant un tel dilemme, une meilleure compréhension des forces politiques « cachées » derrière les

phénomènes de « fermeture » ou de « clôture » économiques.

Le principal problème auquel est confrontée l'activité théorique survient, selon Kroll, lorsque vient le moment d'établir la relation existante entre le comportement d'un État et la stabilité d'un système de libre-échange. Trop souvent les analyses reposent sur la prémisse selon laquelle les résultats refléteront nécessairement les politiques ; c'est-à-dire que le libre-échange dépendrait ici essentiellement de la volonté des États et que son déclin devrait en conséquence leur être imputé. Pour Kroll, les analyses en terme de polarité ou d'hégémonie ainsi que les analyses mettant en évidence l'importance des sources domestiques ne parviendraient pas véritablement à articuler des explications convaincantes. Il souligne à cet égard la fragilité des thèses sur la puissance (tout particulièrement celles de R.O. Keohane et de J. Conybeare) ou encore celles sur l'influence des groupes d'intérêts (celle de R. Rogowski et de P. Gourevitch) qui toutes offrent des explications incomplètes reposant souvent sur des hypothèses *ad hoc* contenues hors de la théorie ou du modèle.

Pour Kroll, l'histoire du libre-échange et le problème de la coopération économique internationale sont beaucoup plus complexes et nécessitent une meilleure compréhension théorique des phénomènes de fermeture économique. Ainsi, développe-t-il, dans la première partie du livre (chap. 2, 3 et 4), une explication fondée sur la théorie des jeux et plus spécifiquement sur le « dilemme du prisonnier » dans lequel se trouve-